

Le ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, a tranché : les 42 000 tonnes de déchets industriels toxiques enfouis à Wittelsheim (Haut-Rhin) ne seront pas extraits.

Dans un courrier daté du 18 janvier, dont l'AFP a obtenu copie lundi 21 janvier, le ministère juge que les mesures de sécurité autour de l'enfouissement des déchets "*sont de nature à garantir un niveau élevé de protection de l'environnement*". Le cabinet de M. de Rugy dans un document officiel adressé Bruno Fuchs et Raphael Schellenberger, députés alsaciens co-auteurs en 2018 d'un rapport parlementaire sur Stocamine, a indiqué que "*Compte tenu des enjeux, de la balance des risques*" et du "*surcoût*" lié au déstockage, "*la solution la plus adaptée demeure la poursuite du (...) confinement des déchets restants, sans déstockage supplémentaire*". Or le rapport préconisait l'évacuation des déchets dangereux non radioactifs.

C'est le préfet du Haut-Rhin, Laurent Touvet, lors de la réunion du comité de suivi de site ce lundi après-midi qui a annoncé l'enfouissement définitif des quelque 42 000 tonnes de déchets stockés depuis 2002 à Wittelsheim. C'est au cours de cette réunion que l'étude sur la faisabilité d'un déstockage intégral des déchets réalisée par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a été rendue publique. Elle montre que le déstockage des déchets est "*techniquement faisable*" mais demeure complexe et nécessiterait l'emploi des "*techniques les plus pointues au niveau mondial*". Au surplus, dans l'hypothèse d'un enfouissement, "*la pollution de la nappe phréatique par les déchets (commencerait) à apparaître dans un délai de 600 à 1.000 ans*". Il impliquerait aussi "*statistiquement*" des risques d'accidents de personnels, a indiqué à l'AFP la présidente du BRGM, Michèle Rousseau. Dans ces conditions, "*la poursuite du déstockage présenterait (...) des risques qui apparaissent plus graves que la poursuite du confinement déjà prévu, sans être assurée d'être menée à bien*", selon un communiqué de la préfecture du Haut-Rhin (<https://twitter.com/prefet68?lang=fr>).

https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/stocamine-l-etat-renonce-a-extraire-les-dechets-dangereux-toujours-enfouis_2058522.html

<https://www.lalsace.fr/actualite/2019/01/21/vers-un-enfouissement-definitif-des-dechets>